

## AVANTAGES FISCAUX EN ALGÉRIE

# Un manque à gagner annuel de 10 milliards de dollars

**Si la DGE s'attelle actuellement à vérifier les situations des entreprises étrangères opérant en Algérie pour quantifier les bénéfices transférés, celles, nationales, cumulent des avantages fiscaux qui coûtent environ 10 milliards de dollars par an à la trésorerie de l'Etat qui endure ce manque à gagner au titre des exonérations et aides qui leur sont attribuées.**

**Lyas Hallas-Alger (Le Soir)** - «L'ensemble des exonérations et avantages fiscaux engendre un manque à gagner annuel de l'ordre de 800 milliards de DA (10 milliards de dollars américains environ) pour la trésorerie de l'Etat.

La Direction des grandes entreprises (DGE), elle, s'est plutôt transformée en une administration des attestations d'exonération de taxes. Elle en délivre 20 000 par an», a indiqué le directeur de la législation fiscale à la Direction générale des impôts (DGI), M. Mustapha Zikara.

Tous les secteurs d'activité bénéficient de différentes exonérations : des hydrocarbures et l'agroalimentaire aux micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes.

Dorénavant, a ajouté M. Zikara, qui s'est exprimé en marge d'une journée d'information sur la loi de finances 2014, organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) hier à l'hôtel Hilton d'Alger, «nous allons quantifier toutes ces exonérations et les présenter dans un rapport détaillé au gouvernement, lors de l'élaboration des lois de finances, pour en mesurer un peu la pression sur les finances publiques».

Chaque année, de nouvelles exonérations et avantages sont accordés aux entreprises algériennes. Dans son intervention intitulée : «les nouvelles dispositions de la loi de finances 2014», M. Zikara a énuméré celles décrétées par cette loi.

Elles vont de la réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et concernent beaucoup de segments de l'économie : des fabricants des bijoux aux producteurs d'engrais



Photo : DR.

azotés, les artisans pêcheurs, les agences de voyages et les constructeurs publics de véhicules utilitaires.

### La DGE finalise un rapport sur le transfert de bénéfices par les entreprises étrangères

L'autre mesure phare de cette loi de finances qui vient d'entrer en vigueur, concerne le contrôle fiscal. L'article 28, portant sur le rejet de

comptabilité charge désormais les vérificateurs de l'administration fiscale d'apporter la preuve étayant le rejet.

En clair : pas de taxation d'office sauf si le vérificateur apporte la preuve par lui-même. Dans la loi de finances 2014, a souligné M. Benahmed Djilali Kouider, directeur des recherches et vérification à la DGI, le contribuable, jusqu'ici

«suspect, jusqu'à ce que son innocence soit prouvée», devient «innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée». M. Kouider a noté par ailleurs que la DGE travaille depuis quelques mois déjà sur les bénéfices transférés par les entreprises étrangères travaillant en Algérie.

Elle devrait remettre son rapport très bientôt, selon M. Kouider.

L. H.

## INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

# Des unités de développement du phosphate et du fer lancées

**Plusieurs unités de développement du phosphate et du fer sont lancées à l'est et à l'ouest du pays, dans le cadre de la relance de l'industrie sidérurgique nationale.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Six unités de production d'acide phosphorique sont en voie de lancement à Oued-El-Kebrit dans la wilaya de Souk Ahras. Selon le ministre des Relations avec le Parlement, Mahmoud Khoudri, qui a répondu hier aux députés, en remplacement du ministre de l'Energie et des Mines, trois unités de production d'acide phosphorique, d'une capacité chacune de 1,5 million de tonnes

par an, sont en voie de lancement dans cette localité. Trois autres unités de production d'engrais phosphatés de base, d'une capacité de 3 millions de tonnes, sont également projetées, indique Mahmoud Khoudri, en réponse à une question soulevée lors des débats consacrés au projet de loi sur les mines, présenté la veille par Youcef Yousfi et amendant le texte en vigueur depuis 2001. Le ministre des Relations avec le

Parlement précisera que ce projet, d'un coût d'investissement de 2 milliards de dollars et d'un chiffre d'affaires prévisionnel annuel de 1,2 milliard de dollars, devrait permettre la création de 7 000 postes d'emplois directs et indirects.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de transformation et développement du phosphate, impulsé au niveau des carrières de Djebel Onk, près de Bir-El-Ater dans la wilaya de Tébessa, et dont les réserves sont estimées à 2 milliards de tonnes.

Ainsi, l'on y évoque la réalisation d'un important pôle industriel, permettant de hisser la production actuelle de phosphate de 3 millions de tonnes actuellement à 5,5 millions de tonnes à terme. Autre minerai, le

fer dont le développement a été réimpulsé au niveau du gisement de Gara Djebilet et de Mechri-Abdelaziz (Tindouf).

Mettant en avant le triple objectif d'améliorer la couverture des besoins nationaux en fer et aciers, réduire la facture d'importation en produits sidérurgiques et soutenir le développement de l'industrie locale, Mahmoud Khoudri rappellera la création de la Société nationale du fer et de l'acier, FERRAL SPA, en partenariat entre Sonatrach Holding AIE (à 55%), Manadjim Al Djazaïr - MANAL (25%) et Sider (20%).

D'un coût d'investissement de 15 milliards de dollars, ce projet devrait générer la création de 15 000 emplois en phase de réalisation et 5 000 emplois directs et 25 000 indi-

rects en phase d'exploitation. Il a été également question du développement du gisement de baryte à Draïssa (Béchar), en vue d'approvisionner en barytine les filiales de Sonatrach activant dans le domaine du forage pétrolier.

Créée en partenariat entre trois filiales de Sonatrach, l'Entreprise nationale des services aux puits (ENSP) à 20%, l'Entreprise nationale des travaux pétroliers (ENTP) à 20% et l'Entreprise nationale de forage (Enafor) à 20% et une filiale du groupe MANAL, l'Enof, à 40%, la Société nationale de la baryte (Barytal) devrait générer 200 emplois durant la phase exploitation, pour un niveau d'investissement de 3 milliards de dinars, notera M. Khoudri.

C. B.

### RECHERCHE ET EXPLOITATION D'OR

## Le partenaire étranger n'a pris aucun centime, assure Yousfi

Le partenaire australien dans l'exploitation des mines d'or de Tirek et Amessma et qui s'en est retiré «n'a pris aucun centime», a affirmé hier le ministre des Relations avec le Parlement, Mahmoud Khoudri. Répondant aux députés, en remplacement du ministre de l'Energie et des Mines, M. Khoudri a réfuté fermement toutes les supputations sur cette affaire. Ainsi, Youcef Yousfi assure indirectement que la société Gold Mining of Algérie a, certes, investi dans ce projet et a «perdu» mais «n'a pris aucun centime». Suite au retrait de ce partenaire étranger, le représentant du gouvernement précise qu'un programme de développement a été lancé en vue d'une exploitation «rationnelle» de ces gisements et la préservation des ressources disponibles.

A ce titre, des discussions ont été entamées avec des partenaires étrangers qui disposent de capacités, indique le représentant de Youcef Yousfi qui estime qu'elles seront clôturées prochainement. Par ailleurs, Mahmoud Khoudri a indiqué que la compagnie australienne Terramin, partenaire dans le projet d'exploitation du site de zinc et plomb d'Oued Amizour (Béjaïa), devrait présenter une nouvelle étude d'impact.

Selon le gouvernement, le plan de développement initial a suscité une opposition interne, en raison des risques environnementaux et sur les populations riveraines.

C. B.

### GESTION DES TITRES ET PERMIS MINIERS

## Trois cents litiges réglés par la police des mines

**Trois cents litiges opposant des opérateurs miniers et des riverains des périmètres attribués ont été réglés par la police des mines.**

C'est ce que le ministre des Relations avec le Parlement, Mahmoud Khoudri, a indiqué hier, répondant aux préoccupations des députés relatives au projet de loi sur les mines, présenté la veille par le ministre de l'Energie et des Mines.

Ainsi, il a rappelé qu'un ambitieux programme de réhabilitation de la police des mines a été impulsé dès 2012, le représentant de Youcef Yousfi a indiqué que ce service qui relève de l'Agence nationale de géologie et de contrôle minier (ANGCM) et contrôle quelque 2 000 titres et permis miniers devrait voir son effectif porté à 73 agents à l'horizon 2014 contre 57 actuellement et 14 agents en 2006.

La police des mines devrait également être dotée de deux nouvelles structures régionales (à Ouargla et Béchar), en sus des 11 divisions régionales actuelles

qui couvrent les 48 wilayas du pays. Par ailleurs, Mahmoud Khoudri a indiqué que la réalisation de 31 cartes géologiques et géophysiques a été lancée, sous l'égide de l'ANGCM. Une entité dont la restructuration ainsi que de celle de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM) figurent dans le nouveau projet de loi sur les mines.

Un texte qui a fait l'objet de 57 amendements au niveau de la commission parlementaire spécialisée et qui a suscité un large débat. Mais aussi l'adhésion de plusieurs députés dont ceux du Parti des travailleurs, d'autant qu'une de ses dispositions prévoit la conformité à la règle 51/49 régissant l'investissement étranger.

Notons toutefois qu'en réponse à une préoccupation soulevée notamment par le Front des forces socialistes, une formation assez hostile à ce projet législatif, Mahmoud Khoudri a indiqué que les textes d'application attendus devraient prendre en charge la question de l'association des élus locaux dans la gestion des permis de prospection et d'exploitation.

C. B.